

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 132 (1987)
Heft: 3

Artikel: Alger 1942-1943
Autor: Aerny, Francis
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344763>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Alger 1942-1943

par Francis Aerny

Introduction

Lorsqu'on décompose de l'eau, on obtient de l'hydrogène et de l'oxygène; c'est une réaction naturelle. En politique, il y a aussi des réactions naturelles. L'anarchie et l'insécurité secrètent les régimes autoritaires, le sectarisme produit la division. Si Adolf Hitler était né en plein milieu du XIX^e siècle, son nom ne figurerait pas dans les dictionnaires encyclopédiques. Il a fallu que certaines circonstances soient réunies pour qu'il puisse conquérir, fort démocratiquement, le pouvoir.

Si nous avons choisi d'évoquer quelques événements de la Seconde guerre mondiale, c'est parce qu'ils sont riches en enseignements. On n'échappe pas aux conséquences de ses actes mais, en politique, elles ne manifestent pleinement leurs effets qu'à retardement, ce qu'exprime fort bien cette expression: les pères ont mangé des raisins verts et les fils en ont les dents agacées. Londres 1940 contient en germe Alger 1961 (putsch des généraux).

L'histoire n'est pas une fatalité, le hasard y a sa place. A Alger, en 1942, il s'est appelé Darlan. Il faut être capable d'improviser, mais c'est dans le détail, au bas de l'échelle, quand on est aux prises avec les réalités. Une action importante doit se préparer soigneusement car les erreurs peuvent

se payer cher. A Alger, le hasard a corrigé les erreurs de la préparation.

La politique est faite par des hommes et non par des saints. L'hagiographie n'a aucun rapport avec l'histoire; elle voile des vérités dont il n'est pas inutile de prendre conscience avant d'agir. Plus on assume de responsabilités, plus il importe de faire de temps à autre oraison, de méditer, ne serait-ce que pour classer les valeurs. C'est dans cet esprit que nous avons évoqué Mai 1940 et que nous évoquons ici Alger 1942-1943

La situation

Mai 1940 et ses conséquences ont contraint les Français à faire un choix ou, si celui-ci n'était pas possible, à subir. Si les traîtres furent rares, les margoulin's furent plus nombreux. Quant aux hommes qui ont assumé des responsabilités, on ne saurait mettre en cause leur patriotisme. Le général de Gaulle, dans ses *Mémoires*, ne nie pas celui d'un Pierre Laval (tome II), il le considère comme un patriotisme dévoyé.

Dans une coalition, les alliés poursuivent un objectif commun mais ne renoncent pas pour cela à défendre ce qu'ils considèrent comme étant d'intérêt national. Chacun pour sa part s'efforce d'harmoniser les deux points de vue et détermine ses priorités en vue des discussions interalliées. Les Etats-

Unis et l'URSS avaient reconnu le gouvernement de Vichy et, tant que ces deux puissances ne furent pas en guerre, elles eurent un ambassadeur à Vichy. Le général de Gaulle n'avait pas bonne presse à Washington.

Alors que la France métropolitaine montrait de plus en plus son désenchantement à l'égard du gouvernement, désenchantement qui n'atteignait pas la personne du maréchal Pétain, en Algérie les populations musulmanes étaient attachées à Vichy car, sous la contrainte allemande, le gouvernement avait dû abolir le fameux décret Crémieux qui faisait des Juifs d'Algérie des privilégiés puisque la nationalité française leur était accordée automatiquement. Un Ben Bella combattit vaillamment dans les rangs français lors de la campagne d'Italie. En outre, nommé « Délégué général du Gouvernement français en Afrique du Nord », le général Weygand s'attacha à créer une ambiance favorable au gouvernement, entreprit la reconstitution d'une armée d'Afrique, œuvre poursuivie par le général Juin, et signa avec les Etats-Unis les fameux accords Weygand-Murphy qui assuraient à l'Afrique du Nord son ravitaillement en vivres et en pétrole et autres produits indispensables pour faire vivre le pays (même la ficelle pour les moissons). Dans l'ensemble, l'armée restait loyale, bien que des officiers n'aient pas caché leurs sentiments gaullistes. Tous désiraient pouvoir reprendre le combat dès que ce serait possible. Weygand savait

pouvoir compter sur la loyauté d'Yves Châtel, gouverneur d'Algérie, du général Noguès au Maroc, de l'amiral Estéva à Tunis et du général Boisson, grand mutilé de la Première Guerre mondiale, en AOF¹. En outre, Weygand avait demandé au Gouvernement de Vichy de faire les démarches nécessaires pour obtenir des Allemands la libération du général Juin fait prisonnier par la Wehrmacht, en 1940, à Lille. Ce ne fut pas aisé ; il fallut les événements de Syrie pour qu'une initiative du général Doyen, chef de la délégation d'armistice, aboutisse, la France ayant montré qu'elle honorait sa signature. Le général Juin fut libéré le 15 juin 1941 et prit le commandement des troupes françaises au Maroc.

Anticipant sur les événements, nous rappelons que la fin de l'année 1942 marque ce qu'on a appelé le tournant de la guerre. Les Allemands s'épuisent devant Stalingrad, Montgomery passe à l'offensive à El Alamein et les Américains débarquent à Guadalcanal. L'année 1943 sera consacrée à la conquête des bases de départ pour l'assaut final. L'attaque japonaise, le 7 décembre 1941, avait surpris les Américains. Il fallut reconvertir la production américaine en production de guerre, mobiliser et instruire des troupes, faire face à l'offensive sous-marine allemande. Ce n'est qu'au cours de l'année 1943 que les *Liberty-*

¹ Le général Boisson transféré de prison en prison, mourut avant sa comparution devant un tribunal.

ship sortiront à la cadence de 140 par mois. Cette situation jouera un rôle dans la préparation du débarquement en Afrique du Nord ou opération Torch.

La préparation

L'idée de débarquer en Afrique du Nord n'était pas neuve. Diverses études avaient été faites avant que les Etats-Unis entrent en guerre. Au cours d'une séance du Conseil interallié des chefs d'état-major anglo-saxons, le 30 juillet 1942, la décision fut prise d'accélérer les travaux en vue d'une opération réelle. La date, les effectifs à engager allaient dépendre des disponibilités; le tonnage disponible était insuffisant et il fallait prévoir un ralentissement de la livraison de matériel à l'URSS par Mourmansk et à Malte pendant la période du débarquement.

Il était prévu de mettre à terre environ 105 000 hommes, des Américains et des Anglais. Pour éviter des complications, il fut décidé que les Anglais ne débarqueraient qu'en second échelon car, en Afrique, on n'avait pas oublié Mers-el-Kébir. Les Américains engageaient des troupes qui n'avaient encore jamais vu le feu.

Selon leurs renseignements, les Américains estimaient à 110 000 hommes les effectifs français au Maroc, dispersés par petits groupes, avec un armement et des moyens de transport rudimentaires. Ils avaient défini l'attitude probable des responsables français ainsi:

a Général Juin: favorable à la cause alliée, mais obéirait à Vichy.

b Général Barrau (AOF): bien disposé, pourrait rendre des services.

c Général Noguès: on ne pouvait rien attendre de lui et il obéirait à Vichy.

d Amiral Estéva: favorable, mais devait être convenablement approché et devait recevoir des garanties quant à la souveraineté de la France dans ses colonies.

e Amiral Michelier (Alger): favorable.

Le rappel du général Weygand exigé par les Allemands entraîna une modification de l'organisation de l'Afrique du Nord; le poste de délégué général, sorte de proconsul de toute la région, fut supprimé et les gouverneurs et résidents dépendirent directement de Vichy. Le général Juin fut nommé commandant en chef en Afrique du Nord. Cet éparpillement des responsabilités, consacré en novembre 1941, n'allait pas faciliter la tâche des Américains. En effet, pour limiter les pertes lors du débarquement, ceux-ci avaient prévu la présence d'une personnalité française de premier ordre à leurs côtés afin d'éviter de paraître comme des envahisseurs. Le général de Gaulle s'était exclu lui-même; en effet, les premiers combats livrés par des unités gaullistes avaient mis aux prises des Français (Dakar, Syrie). En outre, certaines émissions de la radio gaulliste laissaient l'impression que l'ennemi numéro un était Vichy. La présence de gaullistes avec les Alliés ne pouvait que pousser l'armée d'Afrique

à résister, d'autant plus que des unités rapatriées de Syrie étaient venues renforcer les troupes françaises.

Premiers contacts

Lors de la mission Rougier à Londres, le général Weygand avait fait savoir que si les Anglais venaient avec quatre divisions, il leur tirerait dessus, tandis que s'ils se présentaient avec vingt divisions, il les embrasserait. Durant le proconsulat de Weygand, celui-ci avait entretenu de bonnes relations avec le délégué américain en Afrique du Nord. Des espoirs étaient donc permis. Alors qu'il était retiré à Grasse, le général Weygand reçut la visite, en janvier 1942, d'un secrétaire de l'ambassade des Etats-Unis à Vichy, M. D. Mac-Arthur. Ce dernier remit au général une lettre du président Roosevelt et lui fit part d'une communication verbale confidentielle qui indiquait la volonté des Etats-Unis d'intervenir en Afrique si le statu quo était modifié. C'était un discret appel du pied. Le général Weygand déclara au secrétaire d'ambassade, à son grand déplaisir, que ce message serait communiqué au Maréchal – loyalisme oblige – et qu'il se bornait à prendre note. Agé alors de 75 ans, sachant que l'Afrique du Nord était entre bonnes mains, le Général n'éprouvait aucun goût pour une aventure de ce genre, tout en souhaitant pouvoir jouer un rôle utile dans la libération de son pays. Les Allemands, en l'arrêtant, mirent fin à ces espoirs.

Les Américains tâtèrent prudemment le terrain à Vichy sans se découvrir. L'amiral Darlan fit à l'ambassadeur des Etats-Unis une réponse semblable à celle du général Weygand aux Anglais: si vous venez en nombre, vous serez bien accueillis. Le maréchal Pétain resta sur la réserve tout en faisant comprendre à demi-mot que, si un débarquement avait lieu ailleurs qu'en métropole, il ne pourrait, officiellement du moins, que le condamner afin de ne pas rompre unilatéralement l'armistice alors que la France était démunie de tous moyens de combat.

Enfin, pour s'en tenir à Vichy, le 13 octobre 1942, Robert Murphy, le délégué américain en Afrique du Nord, déclara au général Juin que les Etats-Unis étaient prêts à accorder un soutien américain important à l'Afrique du Nord, qu'un débarquement avait été étudié, mais qu'il n'aurait lieu qu'à la demande du Gouvernement français. De son côté, l'amiral Darlan avait fait connaître au général Juin sa conversation avec l'amiral Leahy, sans rien préciser, et en ajoutant qu'à son avis rien ne se passerait avant le printemps 1943.

Cette politique d'approche du personnel de Vichy avec son étrange mélange de vérités et de mensonges était erronée. On savait que le Maréchal tenait beaucoup à l'amitié américaine et qu'il avait un sens de l'honneur trop aigu pour trahir la confiance qu'on lui aurait témoignée. Il y aurait eu, comme cela s'est passé,

approbation officieuse et condamnation officielle, mais les responsables français en Afrique auraient été avertis en temps voulu. On aurait évité des morts inutiles et la reconquête de la Tunisie due au délai qui s'est écoulé entre le débarquement et la réception du télégramme approuvant l'amiral Darlan.

Le général Giraud et le complot Lemaigre-Dubreuil

Le hasard vint tendre une perche aux Américains sous la forme de l'évasion réussie du général Giraud. À défaut de Weygand, on prendrait Giraud. Celui-ci arrive en France à fin avril. Dès le début de mai, il rencontre le commandant Mollard, chef du service de camouflage et le commandant de Linarès, chef du Deuxième Bureau de la région de Lyon. Avec le général Baures et le capitaine Beaufre, ces hommes étudient la remise en guerre de la France suite à un débarquement américain en Provence. Au début du mois de juin, des contacts sont établis avec les Américains et, en août, avec le groupe Lemaigre-Dubreuil. Le général Giraud eut une entrevue avec le général Weygand, lui exposa ses projets et lui demanda s'il désirait assumer le commandement d'une armée française reprenant le combat. Le général Weygand déclina l'offre et estima naturel que le général Giraud s'en chargeât. En octobre, par l'intermédiaire du général Chambe, le général Giraud demanda à son aîné s'il

avait l'intention de passer en Afrique. «Je lui répondis par la négative et m'en suis félicité lorsque, rentré de ma détention en Allemagne, j'appris à quelles compétitions et rivalités entre Français avait donné lieu cette entreprise», écrit le général Weygand dans ses *Mémoires*.

Au cours de ses pourparlers avec les Américains, le général Giraud demanda un débarquement en Provence avec des effectifs suffisants (supérieurs à ceux engagés en Afrique), le commandement en chef des troupes alliées là où des Français combattraient et diverses conditions relatives à la souveraineté française et au taux de change du dollar. Le général n'ignorait pas que les projets du groupe Lemaigre-Dubreuil prévoyaient un débarquement en Afrique, mais ce ne fut que le 2 novembre 1942 qu'il fut avisé par les Américains que le débarquement aurait lieu en Afrique du Nord. Ses surprises n'étaient pas finies.

M. Lemaigre-Dubreuil était un richissime industriel qui avait constitué un groupe de travail, le Groupe des Cinq, destiné à remettre l'Afrique du Nord en guerre avec l'aide des États-Unis. Outre M. Lemaigre-Dubreuil, le Groupe des Cinq comprenait le chef des Chantiers de jeunesse, Van Hecke, Henri d'Astier de la Vigerie, frère du général d'aviation qui avait gagné Londres, un certain Rigaud, homme fort utile, et Saint-Hardouin. Ce groupe s'était assuré l'appui des généraux Mast, Béthouart et Monsabert,

de divers officiers occupant des postes clefs, et avait pris contact avec le comte de Paris qui résidait alors à Larache, au Maroc espagnol. Il y eut des discussions avec Robert Murphy et, peu à peu, le complot prit forme. Là encore, comme avec Vichy et le général Giraud, les Américains firent preuve de maladresse. Le 22 octobre 1942, une entrevue eut lieu entre le groupe et les Américains arrivés en sous-marin, à Cherchell, pour mettre au point les derniers détails. Ce n'est qu'alors que les Français apprirent que les Américains refusaient de confier le commandement des troupes au général Giraud. On ne leur communiqua pas la date du débarquement et on promit 500 000 hommes ! Ce ne fut qu'au début du mois de novembre que les conjurés apprirent la date réelle du débarquement ; ils n'eurent pas le temps d'exécuter toutes les mesures prévues. Comme, en outre, les Américains arrivèrent en retard sur l'horaire prévu, les conjurés et leurs complices furent neutralisés et emprisonnés par les forces régulières dirigées par les généraux Juin et Noguès arrêtés et consignés... Aussi, au lieu d'être accueillis par la fanfare, les Américains furent reçus à coups d'obus.

Quant au général Giraud, il n'est pas avec les premiers arrivés. Là encore, les Américains ont perdu un temps précieux ; le général Giraud a été embarqué sur un sous-marin avec un jour de retard et il est conduit à Gibraltar où on lui apprend qu'on ne lui confiera rien, tout au plus le

commandement en chef des troupes françaises. Quand il atterrit à l'aéroport d'Alger, il est reçu fraîchement car rien n'a été préparé en vue de son arrivée, (Le général Giraud ? Je ne connais pas.)

Le hasard au secours des Etats-Unis

A Alger, l'amiral Darlan est présent fortuitement. Son fils Alain, atteint de poliomyélite, est soigné à l'hôpital d'Alger et une aggravation subite de son état signalée à son père fait accourir celui-ci au chevet de son fils. Ce fut une fausse alerte et, par la suite, les Américains offrirent à l'amiral de soigner son fils aux Etats-Unis, ce qui fut accepté avec reconnaissance. Malgré lui, l'amiral Darlan allait devenir le *Deus ex machina*. La personnalité et le rôle joué par Darlan ont été fort discutés, ce qui était facile car l'intéressé n'était plus là pour se défendre. Une chose est néanmoins certaine, la France lui doit d'avoir possédé une belle flotte que beaucoup enviaient.

Les événements

Le débarquement était un geste destiné à satisfaire Staline qui se plaignait que les forces russes eussent à supporter à elles seules le poids des armées allemandes. N'ayant ni le tonnage, ni les armes, ni les hommes pour débarquer en Europe, les Alliés s'étaient rabattus sur l'opération Torch. La date du débarquement fut

fixée en fonction de l'offensive prévue à El Alamein et des besoins en moyens de transport maritime. La concentration de ces navires à Gibraltar n'échappa pas aux Français. Ils pensèrent qu'il s'agissait de ravitailler Malte ou d'amener des renforts en Egypte. Cependant, le 7 novembre, l'amiral Moreau signala que le dispositif de la flotte alliée était particulier et qu'il suffirait que le convoi mette brusquement cap au sud pour débarquer en Algérie pendant la nuit.

Durant la nuit, peu après minuit, le délégué américain Robert Murphy se rend chez le général Juin pour lui annoncer le débarquement qui, en réalité, a déjà commencé. Juin téléphone immédiatement à l'amiral Darlan qui rejoint les deux hommes dans la villa du général. A peine est-il arrivé, qu'on s'aperçoit que le téléphone est coupé et que le jardin est envahi par des hommes armés qui interdisent aux occupants de sortir. Darlan crie au guet-apens, ce qui est de mauvais augure. Par hasard, un capitaine de gardes mobiles remarque un remue-ménage insolite d'hommes armés dans Alger et décroche le téléphone pour aviser le général Juin. N'obtenant aucune réponse, il comprend ce qui se passe et, avec un peloton de gardes vient délivrer les prisonniers qui donnent aussitôt les ordres nécessaires pour dégager le central téléphonique et le Palais d'Hiver dont les conjurés s'étaient emparés.

Aux environs d'Alger on se bat, mais Français et Américains, par une

sorte d'accord tacite, ne poussent pas à fond afin d'éviter de créer l'irréparable. Aux grands chefs de s'entendre. Ce n'est pas si simple. D'abord, à Alger, par suite de mauvaises communications, on est mal renseigné sur ce qui se passe ailleurs. L'amiral Darlan est dans une position délicate. Il entend rester fidèle au gouvernement et ne tient pas à paraître complice dans cette affaire; d'autre part, il ne peut que se réjouir de l'arrivée des Américains. Trahir la parole donnée est grave pour un homme d'honneur. Juin obtient de pouvoir conclure un cessez-le-feu local et, le 8 novembre, à Alger, en fin de journée, tout est terminé. Mais, à la suite des remaniements ayant suivi le départ du général Weygand, les troupes d'Oranie et du Maroc dépendent du général Noguès et celles du Constantinois et de Tunisie, du général Barré, tous deux sous les ordres directs de Vichy. Dans la journée du 8, l'amiral Darlan a informé le Gouvernement de Vichy de la situation et a obtenu carte blanche pour la régler au mieux. Quant au général Eisenhower, commandant en chef de l'opération Torch, les subtilités de la politique française lui échappent et la présence imprévue de Darlan bouleverse ses plans. Dans les jours qui suivent, malgré la pression américaine, Darlan et Vichy vont temporiser pour éviter de fournir aux Allemands un prétexte. Précaution vaine. Pendant ce temps, les combats continuent en Oranie et au Maroc surtout. En Tunisie, on hésite.

Giraud arrive

Le 8 novembre, le général Giraud est à Gibraltar où il apprend qu'on ne le considère que comme un comparse et que les promesses ne seront pas tenues; c'est l'impasse. Ce n'est que le 9 novembre, à midi, qu'un accord est conclu, accord qui ne sera pas respecté par les Etats-Unis. Le général Giraud se voit reconnu comme commandant en chef des troupes françaises et on lui confiera le commandement des troupes alliées lorsque les effectifs français engagés seront égaux à ceux des Alliés. Il atterrit à Alger à 15 heures et ne trouve que le consul des Etats-Unis pour l'accueillir. Il réussit à obtenir une entrevue avec le commandant français de la base qui se borne à le saluer et à répondre à ses questions. Giraud est le trouble-fête, son arrivée complique une situation déjà difficile. Pourtant, à terme, la présence du général se révélera providentielle pour assurer la transition.

Ciel d'orage

Le 10 novembre, après de tumultueuses négociations franco-américaines et grâce au général Juin, l'amiral Darlan prescrit à toutes les troupes d'Afrique du Nord l'ordre de cesser le feu tout en restant neutres dans le conflit opposant les Alliés aux Allemands. Mais, en fin de journée, l'amiral Darlan est désavoué, à la radio, par le maréchal Pétain qui, officiellement, ne peut qu'adopter

cette position à partir du moment où il renonce à gagner Alger. Darlan est atterré et fait prévenir le commandement américain qu'il se constitue prisonnier. Tout se complique.

Ciel rasséréné

Le lendemain, 11 novembre, coup de théâtre. De Vichy, l'amiral Auphan transmet à l'amiral Darlan, par une ligne secrète échappant au contrôle allemand, un message déclarant que le maréchal a dû, sous la contrainte allemande, désavouer l'amiral Darlan mais que, en réalité, il lui fait pleine confiance. Ce jour-là, on apprend également à Alger que les Allemands ont franchi la ligne de démarcation, violant par là l'armistice. Le général Juin est nommé commandant des troupes; il donne aussitôt l'ordre de cesser d'observer une neutralité mal venue pour se préparer à repousser toute tentative allemande. De son côté, l'amiral Darlan a donné l'ordre à la flotte de Toulon de rallier Alger. Seulement, pour l'amiral Jean de Laborde, seul Vichy est habilité à donner un tel ordre et il refuse d'obtempérer. Pour la même raison, les amiraux Michelier à Alger et Derrien à Bizerte n'entendent pas obéir à Darlan. Enfin Darlan a sa première entrevue avec le général Giraud. Un accord est aisément trouvé, car le général ne désire pas se mêler de politique mais revendique le commandement en chef des troupes. Les deux hommes tombent d'accord

sur la nécessité de soumettre les décisions aux gouverneurs qui sont convoqués à Alger le 13 novembre. La journée du 12 est donc une journée d'attente. En réalité, les discussions se déroulèrent seulement entre l'amiral Darlan et les généraux Noguès, Giraud et Juin. Ce dernier joua à nouveau un rôle décisif et l'accord se fit. Darlan prenait la tête du gouvernement avec le titre de Haut-Commissaire, Giraud devenait commandant en chef de toutes les forces françaises, Noguès restait gouverneur du Maroc et Juin commandait les troupes terrestres. Cet arrangement fut aussitôt notifié aux Américains. L'armée d'Afrique rentrait officiellement en guerre à côté des Alliés. Seulement, entre-temps, les Allemands étaient arrivés en Tunisie et l'amiral Estéva, ne sachant plus à quel saint se vouer, avait obéi aux ordres officiels de Vichy. Après, c'était trop tard. Le général Barré réussira cependant à se replier en direction du Constantinois avec une partie de ses troupes.

L'inexistence d'un accord préalable entre Vichy et Washington avait contraint les Français à livrer un baroud d'honneur qui aurait pu causer moins de dégâts et la perte momentanée de la Tunisie. Les Américains, face à l'inconnu, avaient jugé plus prudent de ne pas aventurer leur convoi si loin. Enfin, les mesures prises à Alger le 13 novembre furent acceptées par Vichy, mais toujours secrètement. Le pragmatisme d'Eisenhower facilita les choses. Il était prêt à signer

un accord avec n'importe qui pourvu que sa mission soit facilitée et qu'il bénéficie de l'appui français.

Il restait à vaincre la réticence des officiers français à l'égard du général Giraud. Quand ils connurent l'approbation de Vichy à l'accord du 13 novembre, les réticences disparurent et, par la suite, le général Boisson se rallia sans peine, apportant ainsi aux Alliés la disposition de Dakar. Le général Juin a joué le rôle essentiel en s'efforçant de verser sans cesse de l'huile dans les rouages qui grinçaient.

Les réactions

Aux Etats-Unis, une campagne de presse reprocha au président Roosevelt d'avoir reconnu *de facto* l'amiral Darlan. Bien renseigné et sachant ce que les Etats-Unis devaient à Darlan, le président tint bon. A Londres, on était moins satisfait, ne serait-ce que parce que Londres abritait le général de Gaulle et que cette affaire avait montré que le général ne représentait pas la France pour l'armée d'Afrique. En outre, le Groupe des Cinq l'avait ignoré. L'affaire de Dakar et celle de Syrie n'étaient pas faites pour provoquer des sympathies gaullistes au sein des troupes.

La présence fortuite de l'amiral Darlan à Alger avait tiré une solide épine du pied américain. Mais on peut penser que, par la suite, l'amiral se serait effacé de bon gré ou non au profit d'une personnalité moins marquée. Il ne cachait pas sa lassitude.

Au Maroc

Au Maroc, comme à Alger, les Américains avaient débarqué dans la nuit du 7 au 8 novembre. Les conjurés, à Casablanca, avaient aussi déclenché leur intervention à l'heure convenue, c'est-à-dire trop tôt. A minuit, le général Béthouart se présente devant le général Noguès et lui annonce l'arrivée imminente des Américains et la nomination du général Giraud, encore en France, au poste de commandant en chef des troupes françaises. Noguès refuse d'obéir à Giraud et de donner l'ordre aux troupes de ne pas résister. Le général Béthouart consigne son supérieur à son domicile et donne l'ordre aux troupes de ne pas résister lors de l'arrivée des Américains. Mais le général Noguès avait un téléphone privé. Il appela l'amiral Michelier et lui ordonna de résister et de le débarrasser des conjurés. A cinq heures du matin, les Américains ne sont toujours pas là mais des troupes fidèles sont arrivées à Casablanca et ont arrêté les conjurés. On se battra au Maroc et en Oranie jusqu'au 10 novembre, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'ordre de cesser le feu donné par l'amiral Darlan parvienne aux intéressés. Quant aux conjurés, ils furent libérés et on ne leur tint nulle rigueur de leur attitude. Lemaigre-Dubreuil et le général Béthouart furent envoyés aux Etats-Unis pour négocier le réarmement des troupes françaises, Henri d'Astier de la Vigerie fut nommé préfet d'Alger par l'amiral Darlan, le

général Monsabert allait se distinguer en Tunisie, en Italie et en France sous les ordres de De Lattre de Tassigny.

Alger à fin 1942

Une fois la situation réglée, les nouveaux chefs français tinrent à rendre hommage à ceux qui avaient défendu l'honneur du pays au prix de leur vie. Leur sacrifice n'avait pas été inutile. Parmi les conjurés, il y avait des déçus; ils avaient espéré mieux. L'atmosphère se détériorait lentement sous l'effet d'une propagande souterraine. Alger allait devenir pour une bonne année un chaudron aux sorcières. Les militaires avaient hâte d'aller respirer un autre air. Soudain on apprit, le 24 décembre 1942, que l'amiral Darlan avait été assassiné.

Le général Giraud, en tournée d'inspection dans des postes avancés, apprit en arrivant dans l'un de ceux-ci qu'il devait appeler d'urgence le général Bergeret. C'est ainsi qu'il sut la mort de Darlan. Il partit aussitôt pour Alger où il n'arriva que le jour de Noël, à 15 heures. Le général Bergeret l'attendait et lui apprit les circonstances du crime et l'arrestation du coupable qui refusait de décliner son identité. L'amiral n'avait aucune garde. L'assassin se présenta un peu avant son arrivée à son poste de commandement, demanda à l'huissier s'il pouvait obtenir une audience et l'huissier l'introduisit dans l'antichambre en attendant qu'un officier statuât sur sa demande d'audience. A

ce moment l'amiral arriva et, quand il ouvrit la porte de son cabinet de travail, il reçut la décharge du pistolet automatique et ne tarda pas à mourir, atteint de plusieurs balles.

Avec le général Bergeret, le général Giraud envisage les hypothèses les plus probables. Certains indices l'amènent à suspecter l'entourage du comte de Paris et les gaullistes. Giraud convoque immédiatement la Cour martiale. L'assassin, un jeune homme, Fernand Bonnier de La Chapelle, est reconnu coupable et est exécuté au petit matin, le 26. Ce même jour, Giraud reçoit la visite du comte de Paris qui plaide en faveur du sursis pour le criminel. C'était trop tard ; puis le prétendant demande au général Giraud s'il est disposé à favoriser le rétablissement de la monarchie et, en attendant, à autoriser le comte de Paris à résider en Afrique du Nord. Le général Giraud refuse d'entrer en matière, il fait la guerre et non de la politique.

Lors de son interrogatoire par la Cour martiale, Bonnier de La Chapelle, après avoir affiché beaucoup de désinvolture, comme s'il était certain d'être secouru, finit par comprendre que ceux qui se prétendaient ses amis et l'avaient poussé au crime se garderaient bien d'intervenir et craqua. Ce fut atroce. Il dénonça ses faux amis en les appelant au secours. Les deux hypothèses retenues par le général Giraud étaient exactes. Ce qu'on ignore, c'est si la décision a été prise au sommet ou si ce sont des sous-ordres

qui ont pris cette initiative. Le comte de Paris a toujours déclaré être étranger à ce crime.

Cet épisode odieux montre où peut conduire le sectarisme et cet éternel manichéisme qui veut que le monde soit partagé entre les bons qui peuvent tout se permettre et les méchants qui, par définition, ne peuvent faire que le mal. Les campagnes de presse menées à cette époque à Alger contre l'amiral contribuèrent à verser de l'huile sur le feu. Dans toute affaire, il y a le décor et l'envers du décor. Si l'envers ne vaut pas l'endroit, il est plus vrai.

L'époque de transition

La succession était ouverte et, le jour des obsèques de l'amiral, les responsables se réunissent sous la présidence du général Noguès. Sont présents le gouverneur général Boisson, le gouverneur de l'Algérie Yves Châtel, le général Bergeret et le général Giraud. Noguès décline la succession, il s'estime trop marqué par Vichy et, aux yeux des Américains, il est celui qui a résisté jusqu'au bout. C'est donc le général Giraud qui devient commandant en chef militaire et civil, bien qu'il avoue ne rien entendre à la politique. Une de ses premières décisions consiste à suspendre toute poursuite à l'égard des complices de Bonnier de La Chapelle. Avec le recul du temps, on constate l'importance du rôle joué par Giraud. Sans sa présence, la transition aurait été plus délicate. Entre Darlan et de Gaulle, il fallait

un intermédiaire pas trop récalcitrant et nul autre mieux que le général Giraud n'aurait pu tenir ce rôle, car la politique ne l'intéressait pas.

Par la suite, l'entrevue d'Anfa entre les deux généraux sous les yeux paternels et vigilants de Roosevelt et de Churchill ne pouvait qu'aboutir à un échec. Le général de Gaulle, ce fut sa force et sa faiblesse, était un homme tout d'une pièce et il lui manquait la souplesse du diplomate. Mais l'engrenage est mis en marche. Des commissions se réunissent et discutent. A ce moment survient un nouveau personnage, Jean Monnet, rentré des Etats-Unis, et le général Giraud lui demande de le conseiller.

Il y a deux pouvoirs en exil. Alger a, pour avantage, d'apporter aux Alliés 200 000 à 300 000 hommes alors que les forces gaullistes n'atteignent pas le dixième de ce nombre. Mais Londres a l'avantage de l'antériorité. En outre, de Gaulle est une personnalité plus marquante que Giraud. Le bicéphalisme est impensable. Aussi Jean Monnet réussit à convaincre, non sans peine, le général Giraud de se contenter du commandement en chef des troupes françaises et de laisser le domaine politique au général de Gaulle. Giraud avait aisément accepté Darlan qui représentait légitimement le pouvoir; il avait plus de peine avec de Gaulle qui prétendait ne détenir cette légitimité que de lui-même, et dont l'autoritarisme ne lui plaisait guère. Cette solution du bon sens finit par s'imposer, mais il restera un

malentendu à la base qui amènera le général de Gaulle à évincer le général Giraud. Celui-ci, en effet, pense que, dans le domaine qui lui est propre, il n'a de comptes à rendre à personne alors que le général de Gaulle estime qu'il est le seul chef responsable, même de l'armée. L'affaire du débarquement en Corse monté sans l'autorisation expresse du général de Gaulle mettra le feu aux poudres. Exit Giraud.

Incidents

Alors qu'il était encore à Londres, après Anfa, le général de Gaulle chargea le général Catroux de négocier en son nom avec le général Giraud et ses représentants. La négociation étant engagée, de Gaulle envoya du renfort au général Catroux et, plus particulièrement, un des ses fidèles, Girard de Charbonnières. Dans ses souvenirs, ce dernier raconte que ce qui l'a frappé, en arrivant en Afrique du Nord, c'est l'omniprésence des Américains. Il relève en outre une caractéristique des gaullistes: un double sectarisme, un sectarisme gaulliste et un sectarisme de gauche. Ce sectarisme jouera un rôle important par la suite. Le général de Gaulle renverra tous les hommes d'Alger, à l'exception des militaires indispensables et en fit arrêter plusieurs pour crime de non-gaullisme.

A la suite de la victoire en Tunisie, les troupes gaullistes tentèrent de débaucher à leur profit les soldats de l'armée d'Afrique en promettant une

solde plus élevée et un avancement rapide. Les généraux Juin et Giraud intervinrent auprès du général de Gaulle pour faire cesser ce honteux trafic.

Conclusion

L'histoire n'a rien de commun avec l'hagiographie et le manichéisme. Elle n'est utile que si l'on serre la vérité au plus près. Sinon, il vaut mieux lire un roman policier ou la *Légende dorée*. A travers les relations des faits, il faut tenter de percevoir les hommes avec leurs qualités et leurs défauts. Tous ceux qui ont joué un rôle de premier plan étaient mus par un patriotisme sincère.

Le maréchal Pétain a porté ce jugement sur le général de Gaulle : «Ce n'est pas un traître, c'est un orgueilleux.» L'amiral Muselier, qui fut l'un des premiers à rejoindre le général de Gaulle, porte un jugement sévère sur celui-ci. Ces deux hommes étaient trop dissemblables pour rester ensemble longtemps, et leurs jugements réciproques doivent être lus avec un esprit critique en éveil. Aujourd'hui encore, les Français sont toujours divisés et la réconciliation entre les partisans du général de Gaulle et ceux du maréchal Pétain est une vue de l'esprit, car le sectarisme mis en évidence par Girard de Charbonnières conduirait les gaullistes à admettre qu'ils ont eu tort. Le colonel Rémy s'en est aperçu à ses dépens. On a raté la réconciliation

entre les Français. Les Henri IV sont rares. Cela comporte aussi une leçon. Il vaut mieux comprendre que

juger.

F. Ae.

Note

Aussitôt que les gaullistes furent maîtres de la situation, ils éliminèrent le général Noguès qui s'enfuit au Portugal pour éviter le cul-de-basse-fosse qu'on lui destinait, le gouverneur général Boisson dont on sait le sort odieux qu'on lui réserva, le gouverneur général d'Algérie Marcel Peyrouton qui figura dans la charrette des accusés à la Libération et l'amiral Michelier qui fut remplacé par l'amiral Lemonnier.

Principaux ouvrages consultés

Avant de rédiger ces deux essais, *Mai 1940* et *Alger 1942-1943*, nous avons consulté de nombreux ouvrages. Comme pour *Mai 1940*, nous ne citons que ceux qui nous paraissent essentiels.

Histoire de Vichy, Robert Aron.

Histoire élémentaire de Vichy, amiral Auphan.

Mémoires, Rappelé au service, général Weygand.

Mémoires, tome I, maréchal Juin.

Mémoires, général de Gaulle.

Un seul but, la victoire, général Giraud.

J'étais là, amiral Leahy.

De l'Amirauté à Bikini, Henri Ballande.

Un combat sans merci, Guy Raïssac.

Le duel Giraud - de Gaulle, Girard de Charbonnières.

Note

Nous n'avons pas cité les noms de ceux qui ont incité Fernand Bonnier de la Chapelle à commettre son crime car c'est sans intérêt pour des Suisses. Ce qui importe, c'est de prendre conscience du danger que représente le sectarisme patriotique qui peut amener des hommes à faire tuer celui qui a donné à la France une flotte que tout le monde admirait.